

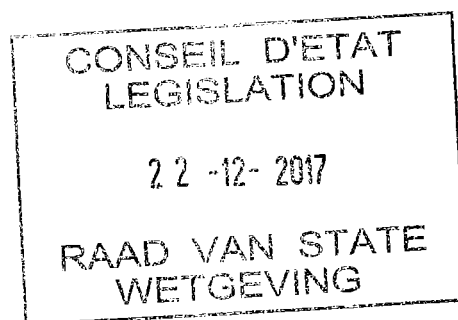
6275214

Avant-projet de décret portant assentiment à l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 6 octobre 2017 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers

Sur la proposition du Ministre de l'Emploi,

Après délibération,

ARRÊTE:



Le Ministre de l'Emploi est chargé de présenter au Parlement le projet de décret dont la teneur suit :

Article 1^{er}. Assentiment est donné à l'accord de coopération conclu à Bruxelles, le 6 octobre 2017 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers.

Art. 2. Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

Namur, le

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,

Willy BORSUS

Le Ministre de l'Emploi,


Pierre-Yves JEHOLET

Exposé des motifs

Le présent projet de décret vise à porter assentiment à l'accord de coopération du 06 octobre 2017 entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi des autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers.

1. Introduction

Le présent projet de décret vise à porter assentiment à l'accord de coopération conclu entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone en vue de la transposition partielle de la Directive 2011/98/EU du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre (ci-après « Directive 2011/98/UE ») et d'autres directives européennes créant des statuts particuliers de séjour au profit de ressortissants de pays désireux de séjourner dans les Etats membres afin d'y exercer un travail particulier.

A la suite de la sixième réforme de l'Etat, l'article 6, § 1er, IX, 3° et 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles confie aux Régions:

L'occupation des travailleurs étrangers, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées et aux dispenses des cartes professionnelles liées à la situation particulière de séjour des personnes concernées. La constatation des infractions peut aussi être effectuée par les fonctionnaires habilités à cette fin par l'autorité fédérale.

L'application des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées. La surveillance du respect de ces normes relève de l'autorité fédérale. La constatation des infractions peut également être faite par des agents dûment habilités à cette fin par les Régions.

L'Etat fédéral demeure compétent pour l'élaboration des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées. L'autorité fédérale demeure également compétente, en vertu de sa compétence résiduelle, pour les matières relatives au statut administratif des étrangers (accès au territoire, séjour, établissement et éloignement des étrangers).

La directive 2011/98/UE impose aux Etats membres :

- de mettre en place, au profit des ressortissants de pays tiers souhaitant travailler sur leur territoire, une procédure unique de demande d'admission au séjour et au travail conduisant à la délivrance d'un seul et même titre attestant de l'octroi des autorisations requises pour pouvoir séjourner et travailler
- que les titres de séjour conformes au règlement européen 1030/2002 délivrés par les Etats membres aux ressortissants de pays tiers qui séjournent sur leur territoire à des fins autres que le travail comportent une mention relative à l'accès au marché de l'emploi
- une série de droits (notamment l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays concerné) pour les travailleurs non ressortissants de l'UE concernés par la directive

Le but principal de cette directive est de simplifier la procédure d'admission des ressortissants de pays tiers qui souhaitent venir travailler dans les Etats membres d'harmoniser les règles actuellement applicables dans les Etats membres. Une telle simplification procédurale permet aux migrants et à leurs employeurs de disposer d'une procédure plus efficace, de même qu'elle facilite les contrôles de la légalité de leur séjour et de leur autorisation d'accès au marché de l'emploi.

Cette directive européenne aurait déjà dû être transposée pour le 25 décembre

2013 au plus tard. Cette transposition n'a été que très partiellement réalisée de sorte que la Commission européenne a initié la procédure d'infraction.

Dans le contexte belge, la transposition de cette directive est une tâche complexe, vu la répartition des compétences entre les entités fédérées et l'Etat fédéral en ce qui concerne les travailleurs étrangers. Depuis la 6ème réforme de l'Etat, la matière relative à l'occupation des travailleurs étrangers relève en

grande partie de la compétence des Régions, l'Etat fédéral restant compétent pour certains aspects. En ce qui concerne le statut de séjour des travailleurs étrangers, l'Etat fédéral est seul compétent pour établir les règles qui leur sont applicables. Elaborer une procédure qui, d'une part, respecte la répartition des compétences et, d'autre part, aboutit à la délivrance d'un document unique régissant les deux aspects, n'est donc passimble.

Après une longue concertation, les ministres et administrations compétents aux niveaux régional, communautaire et fédéral sont parvenus à un consensus sur la détermination de la procédure unique ainsi que sur la modification des documents de séjour afin de créer un titre unique « séjour-travail ».

Aux termes de l'article 92bis § 3 c) de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles l' autorité fédérale et les régions concluent un accord de coopération pour la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et l'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers.

Les textes des différentes autorités compétentes ont été soumis au Conseil d'Etat.

Dans son avis n°59.926/2/V du 7 septembre 2016 sur un avant-projet de décret de la Région Wallonne relatif à l'occupation des travailleurs étrangers, le Conseil d'Etat relève que :

« Interrogés au sujet de la mise en œuvre de la directive 2011/98/UE dans le contexte de l'octroi aux régions de la compétence en matière d'occupation des travailleurs étrangers, « les auteurs de la proposition de la loi spéciale du 6 janvier 2014 soulignent qu'il va de soi que, dans l'exercice de leurs compétences, l'autorité fédérale et les Régions sont chacune tenues de respecter leurs obligations supranationales. Dans la mesure où la directive 2011/98/UE contraint l'autorité fédérale et les Régions d'établir une procédure de demande unique, l'autorité fédérale et les Régions devront coopérer afin de mettre en œuvre la directive 2011/98/UE, sous peine de transgresser la directive 2011/98/UE. Il est loisible aux entités concernées de déterminer la manière dont elles la mettront en œuvre. Les auteurs de la

présente proposition confirment par ailleurs que l'article 92bis, § 3, c), de la loi spéciale de réformes institutionnelles est maintenu ¹ ».

Dans l'avis n°58472/4 du 20 juin 2016 portant sur le projet de loi modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, le Conseil d'Etat a estimé que « compte tenu de la répartition des compétences dans les matières appréhendées par la directive 2011/98/UE, sa transposition ne peut résulter que d'un accord de coopération à conclure entre l'Autorité fédérale, la région Flamande, la région de Bruxelles- capitale, la Région Wallonne et la Communauté germanophone [...] La conclusion d'un accord de coopération est d'autant plus requise que l'article 92bis § 3, c) de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles oblige l'autorité fédérale et les Régions de conclure un tel accord « pour la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi des travailleurs étrangers. ».

Dans l'avis n°59926/2/V précité, le Conseil d'Etat a estimé également que « les accords clairs conclus par les différents acteurs régionaux et fédéraux ne permettent pas d'assurer une transposition des trois directives européennes, qui soit conforme aux règles répartitrices de compétences entre l'autorité fédérale et les régions [...]. La procédure de délivrance de ce permis unique en droit interne et sa délivrance requièrent nécessairement que les politiques respectives des entités compétentes pour le permis de travail et de l'entité compétente pour le séjour soient coordonnées par le biais d'un instrument juridique commun et intégré, qui ne pourra être qu'un accord de coopération auquel chacun des législateurs compétents portera assentiment».

Le Conseil d'Etat relève également que « la loi spéciale du 16 juillet 1993 'visant à achever la structure fédérale de l'Etat' a complété la loi spéciale du 8 août 1980, laquelle prévoit en son article 92bis, § 3, c) : L'autorité fédérale et les Régions concluent en tout cas un accord de coopération pour la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers .

Comme il ressort des travaux préparatoires de cette loi spéciale, celle-ci visait à assurer une meilleure coordination entre l'autorité compétente

¹ Rapport de la Commission des Affaires institutionnelles (Doc. pari., Sénat, 2013-2014, n° 5-2232/5, p. 256)

pour légiférer/réglementer en la matière et celles chargées d'appliquer cette législation/réglementation ».

Cette disposition vise à :

*« La coordination entre, d'une part, l'autorité fédérale qui est compétente pour **délivrer des permis de séjour** et pour **déterminer les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers** et, d'autre part, les Régions qui sont compétentes pour délivrer des permis de travail peut être considérablement améliorée en imposant l'obligation de conclure un accord de coopération, reprenant, entre autres, les éléments suivants :*

le cadre socio-économique dans lequel les permis de travail peuvent être délivrés, avec fixation éventuelle d'un contingent;
dispositions assurant une application uniforme de la réglementation en matière de permis de travail sur l'ensemble du territoire ;
mesures visant à réaliser une application cohérente de la réglementation en matière de cartes de travail par rapport à la réglementation des permis de séjour ;
la mise au point d'un système d'échange d'information ;
l'élaboration d'un système de contrôle adéquat, entre autres, en vue de limiter l'application de la technique dite de rotation » .

Le Conseil d'Etat a formulé des observations similaires dans les avis rendus sur les textes des autres entités fédérées transposant la directive 2011/98/UE².

Le projet de loi qui vous est soumis porte assentiment à l'accord de coopération dont l'objectif est double : d'une part, instaurer une procédure de demande unique conduisant à la délivrance, dans le cadre d'un acte administratif unique,

² Avis 58.816/4 du 10 février 2016 sur un avant-projet de décret de la Communauté Germanophone ; Avis 59.858/1 du 3 octobre 2016 sur un projet d'arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, en ce qui concerne l'introduction du permis unique ; Avis 59.95311 du 3 octobre 2016 sur un projet d'arrêté de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers, en ce qui concerne l'introduction du permis unique. Advies 59.858/1 van 3 oktober 2016 over een ontwerp van besluit van de Vlaamse Regering 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, wat betreft de invoering van de gecombineerde procedure; Advies 59.953/1 van 3 oktober 2016 over een ontwerp van besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering 'tot wijziging van het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers, wat betreft de invoering van een gecombineerde procedure;

d'un titre combiné autorisant à la fois le séjour et le travail appelé « permis unique » qui permet à un ressortissant de pays tiers de résider légalement sur le territoire belge pour y travailler ; d'autre part, prévoir, la délivrance d'un titre de séjour comportant une mention relative à l'accès au marché de l'emploi pour tous les ressortissants de pays tiers dont la raison de leur venue est autre que l'emploi et possédant un titre de séjour conforme au règlement européen 1030/2002 conformément à l'article 7 de la directive « permis unique ».

L'accord prévoit également un système de coopération ou d'échange d'informations entre les différentes autorités compétentes liées aux inspections et mesures de contrôle du respect de la législation relative à l'occupation des travailleurs étrangers et à leur séjour.

2. Exposé général du contenu de l'accord de coopération

Afin de mettre en place cette procédure, la directive laisse le choix à l'Etat membre de choisir le demandeur (le ressortissant de pays tiers, l'employeur ou les deux) et l'autorité compétente qui recevra, statuera et décidera de la demande. Il y a lieu cependant de préciser que la Directive n'exclut pas le pouvoir de décision et de contrôle d'autres instances compétentes en vertu du droit national (article 2, c) et considérant 12 de la directive).

La Commission européenne a d'ailleurs été interrogée afin de déterminer ce qu'il y avait lieu d'entendre par « autorité compétente » : doit-elle être unique et avoir la compétence de réceptionner, traiter, décider et notifier ou peut-elle être plurielle, aux vues de la répartition des compétences ? La Commission a précisé que : *« si le principe d'une procédure unique est nécessaire pour recevoir le permis unique, qui donne droit à séjour et travail, et par ailleurs que la simplicité, la transparence et l'efficacité peuvent être garanties, nous ne voyons pas d'obstacles à ce qu'un Etat membre désigne plus d'une autorité, que celle-ci soit une autorité régionale ou nationale, ou que, comme pour d'autres permis, les administrations locales aient un rôle à jouer dans la délivrance du permis unique »*³.

Enrichi de la réponse de la Commission, un consensus a pu être dégagé entre les différents Ministres compétents pour transposer la directive 2011/98/UE : le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, le Vice-Premier ministre et le ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, la Ministre de l'Emploi et de la Formation (Région wallonne), le Ministre de l'Emploi, de

³ Réponse de la Commission européenne du 20 décembre 2013 à l'Office des étrangers.

l'Economie, de l'Innovation et du Sport (Région flamande), le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente (Région de Bruxelles-Capitale) et la Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme (Communauté germanophone).

Le scénario retenu instaure une procédure unique de demande d'autorisation de travailler et de séjourner sur le territoire qui respecte l'esprit de la réforme institutionnelle⁴ et tient compte des principes de la Directive sans pour autant accroître la charge de travail des administrations.

2.1. Procédure de demande unique et permis unique

2.1.1. Procédure de demande unique

Afin de mettre en œuvre la directive 2011/98/UE, l'accord de coopération prévoit une réglementation coordonnée ayant pour objet d'instaurer une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider sur le territoire belge afin d'y travailler.

L'accord de coopération établit un ensemble de règles applicables aux différentes autorités compétentes visant à régir la procédure d'examen d'une demande de permis unique.

Chaque autorité compétente chacune pour ce qui la concerne, détermine dans des dispositions législatives ou réglementaires, les conditions d'admission au séjour et d'autorisations de travail des ressortissants de pays tiers et détermine les moyens de contrôle du respect de sa législation et les sanctions y afférentes.

Les autorités concernées décideront de l'octroi de l'autorisation de séjour et de l'octroi de l'autorisation de travail dans le cadre de la procédure de demande unique qui sera instaurée, dans le respect des compétences respectives de chacune d'entre elles.

Dans le respect des règles relatives à la procédure de demande unique prévues par la directive, l'accord de coopération :

⁴ En exécution de l'accord de Gouvernement du 01/12/2011, la loi spéciale du 6 janvier 2014 relative à la 6ème Réforme de l'Etat (MB du 31/01/2014), qui est entrée en vigueur le 01/07/2014, prévoit en son article 22, 4°, le transfert des compétences relatives à l'occupation des travailleurs étrangers aux Régions.

- détermine les modalités d'introduction de la demande ;
- désigne l'autorité compétente pour réceptionner cette demande et pour délivrer le permis unique ;
- énonce l'obligation de fournir, sur demande, au ressortissant de pays tiers et à son employeur les informations adéquates concernant les documents requis pour introduire une demande complète ;
- prescrit l'obligation de préciser au demandeur par écrit les informations ou documents complémentaires requis lorsque les informations ou documents fournis à l'appui de la demande sont incomplets ;
- prévoit la conséquence de l'absence de décision dans le délai prévu par la directive;
- fixe les voies de recours en cas de refus ou de retrait de permis unique.

La procédure de demande unique figurant dans l'accord de coopération et décrite de manière détaillée dans l'annexe 1, comporte 7 étapes qui peuvent être résumées comme suit :

Schéma 1

1. La demande de permis unique est introduite par le travailleur via l'employeur. La demande de permis unique est introduite uniquement par le travailleur lorsqu'il introduit une demande d'autorisation de travail illimitée.
2. La demande est introduite auprès de la Région territorialement compétente. Si la Région n'est pas compétente, elle transmet le dossier à celle qui l'est. La répartition territoriale des compétences en matière d'emploi des travailleurs étrangers entre les autorités régionales sur la base du point de rattachement territorial est déterminée dans l'accord de coopération

La Région compétente confirme la réception du dossier et examine si le dossier est complet/recevable.

Après avoir déclaré la demande recevable, une copie du dossier est transférée à l'Office des Etrangers au plus tard 15 jours après la réception du dossier complet.

3. Dès que le dossier est considéré recevable (qu'il est donc complet), prend cours le délai de 4 mois dans lequel le permis unique doit être délivré. La Région transmet une copie du dossier à l'Office des Etrangers qui entame ensuite son enquête de sécurité. En même temps, la Région compétente examine si les conditions de délivrance d'une autorisation de travail sont remplies.

4. L'Office des Etrangers prend une décision sous la condition suspensive de l'autorisation de travail par la Région. La Région prend une décision autonome eu égard aux autorisations de travail. Ces deux décisions sont incorporées dans un acte administratif unique. Lorsque les deux décisions sont positives, tant sur le volet de l'emploi que sur le volet relatif au séjour, l'acte administratif unique sera toujours notifié par l'Office des Etrangers au travailleur et, le cas échéant, à l'employeur.

5. Si la décision de l'Office des Etrangers est négative, il notifie cette décision seulement au travailleur (enquête de sécurité de l'Office des Etrangers versus vie privée du travailleur). Cette décision négative est portée à la connaissance de la Région. Dans ce cas, le travailleur a la possibilité d'introduire un recours auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers. La décision du Conseil du Contentieux des Etrangers est encore susceptible d'un recours auprès du Conseil d'Etat.

6. Si l'Office des Etrangers prend une décision positive, mais que la Région prend au contraire une décision négative, cette décision négative est notifiée par la Région au travailleur et à l'employeur. Dans ce cas, aussi bien l'employeur que le travailleur ont la possibilité d'introduire un recours auprès du Ministre Régional compétent. Un recours contre la décision du Ministre Régional est encore ouvert auprès du Conseil d'Etat par la suite.

7. Finalement, l'Office des Etrangers portera à la connaissance des postes et/ou des communes la décision finale si celle-ci est positive à la fois sur le séjour et sur l'emploi. S'il s'agit d'une décision négative prise par les Régions, la décision sera notifiée par les Régions au demandeur.

8. S'il est mis fin au séjour par l'Office des Etrangers pour un motif de séjour, il existe un recours contre cette décision auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers et, le cas échéant, auprès du Conseil d'Etat. Le retrait peut aussi avoir lieu sur demande de la Région quand les conditions pour l'octroi de l'autorisation de travail ne sont plus remplies. Contre cette décision négative, pour ce qui est du volet « travail », il existe un recours auprès du Ministre Régional et, le cas échéant, auprès du Conseil d'Etat. Lorsque l'Office des étrangers retire le permis unique, un recours peut toujours être introduit auprès du Conseil du Contentieux des Etrangers et, le cas échéant, auprès du Conseil d'Etat.

Schéma 2

9. Si les Régions prennent à très court terme (15 jours) une décision négative sur le volet « emploi », les Régions en donneront connaissance au demandeur et à l'employeur. Le dossier est transmis à l'Office des Etrangers qui applique l'enquête de sécurité. Contre la décision négative de la Région, il existe un appel auprès du Ministre Régional et, le cas échéant, auprès du Conseil d'Etat. Si la décision négative de la Région est annulée, la procédure reprend de nouveau et l'administration régionale examine la demande à nouveau et l'Office des Etrangers statuera sur le volet « séjour ».

In fine:

- Chaque instance doit motiver ses décisions et chaque décision comporte les informations relatives au recours.
- Toutes les décisions doublement positives (séjour et emploi) sont toujours notifiées par l'Office des Etrangers
- Toutes les décisions négatives sur le volet séjour sont notifiées au travailleur (+ information à l'employeur) par l'Office des Etrangers

- Toutes les décisions de fin d'autorisation de travailler prises par l'entité fédérée sont notifiées au travailleur et à l'employeur par l'Office des Etrangers. En effet, même si la directive n'impose pas une procédure unique, par souci de cohérence et de sécurité juridique, l'OE notifie toutes décisions de fin d'autorisation de travailler, notamment afin de notifier un ordre de quitter le territoire ou de délivrer une autorisation provisoire de séjour afin que le ressortissant de pays tiers puisse chercher un autre employeur.

Toutes les autres décisions négatives sur le volet emploi sont notifiées au travailleur/employeur par l'entité fédérée

2.1.2. Permis unique

Le format du permis unique tel que prévu par la directive est le même que celui décrit dans le règlement (CE) 1030/2002 du Conseil établissant un modèle uniforme de titre de pour les ressortissants de pays tiers, qui permet aux États membres d'insérer des informations indiquant notamment si l'intéressé est ou non autorisé à travailler.

La délivrance d'un titre de séjour comportant une mention relative à l'accès au marché de l'emploi pour tous les ressortissants de pays tiers dont la raison de leur venue en Belgique est autre que l'emploi et possédant un titre de séjour conforme au règlement précité est prévue également par l'accord de coopération.

Le tableau⁵ en annexe indique, pour chaque situation de séjour (colonne 2), dans la colonne suivante, si l'aspect travail pour la situation visée est une compétence fédérale (F) ou régionale (R). La colonne 5 indique le permis de travail actuellement délivré (A, B, C ou pas droit au travail) et la colonne 9 mentionne la disposition réglementaire correspondante dans l'actuel arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à

⁵ Dans le cadre de la sixième réforme de l'Etat, les Régions sont devenues compétentes pour l'occupation des travailleurs étrangers, à l'exception des normes relatives au permis de travail délivré en fonction de la situation particulière de séjour des personnes concernées. Globalement, les Régions sont donc devenues compétentes pour la réglementation, l'application, le contrôle et la mise en application de tout ce qui correspond actuellement aux permis de travail A et B. L'autorité fédérale reste compétente pour l'élaboration des normes relatives au permis de travail qui est directement dérivé d'une certaine situation de séjour, à savoir le « permis de travail C ». La compétence fédérale en matière de permis de travail C vise à donner la possibilité de trouver un travail aux personnes qui ne sont pas venues en Belgique pour travailler mais qui séjournent ici sous un statut de séjour incertain et provisoire. Un tableau a été établi, en concertation entre les Régions et le fédéral, reprenant toutes les situations possibles visées dans la réglementation actuelle et indiquant, pour chaque situation, s'il s'agit d'une compétence régionale ou fédérale.

l'occupation des travailleurs étrangers.

Ce tableau permet d'illustrer les conséquences de la transposition de la directive au cas par cas.

La colonne 6 du tableau de l'annexe 2 indique chaque fois si la situation visée (ligne) relève du champ d'application de la directive européenne, via la mention « permis unique ». En effet, certaines situations de migration économique sont explicitement exclues du champ d'application de la directive 2011/98, bien que les directives spécifiques en matière de migration imposent un permis unique.

Voici les autres mentions reprises dans la même colonne 6:

- « Article 7 ». Cette mention vise les situations pour lesquelles la procédure de demande de permis unique ne s'applique pas, mais où un permis de séjour est délivré conformément au règlement UE 1030/2002: dans ce cas, le titre de séjour délivré doit mentionner les données relatives à l'autorisation de travail. Le titre de séjour seul suffit à définir si, et dans quelle mesure, le travail est autorisé, ce qui constitue une clarification et une simplification, tant pour le travailleur lui-même, que pour les employeurs potentiels et les services d'inspection. De la sorte, il est également remédié à la situation inconfortable et insécurisante pour l'ensemble des parties, où une dispense de permis de travail existe, sans pour autant être mentionnée sur un document, puisque le titre de séjour indique dorénavant si, et dans quelle mesure, le travail est autorisé (voir, par exemple, lignes 30, 31, 66, 67).

L'utilisation de la mention « article 7 » est tirée de l'article 7 de la directive 2011/98/UE qui impose aux Etats membres de préciser une mention relative à l'accès au marché du travail sur les titres de séjour de ressortissant de pays tiers qui séjournent sur le territoire pour d'autres motifs que l'emploi. La transposition de cet article ne prend pas place dans ce projet de loi et sera assurée par une modification de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

- « exclu de la directive », avec 2 ajouts possibles : « mais mention » et « mais procédure permis unique ». « mais mention » signifie à nouveau que le titre de séjour comportera une mention concernant les possibilités de travail, et qu'il n'y aura plus de permis de travail distinct (actuellement, le plus souvent, permis de travail C) délivré (voir par exemple lignes 7 à 11). « mais procédure permis unique » signifie que la demande de permis unique séjour - travail s'effectuera conformément au schéma de l'annexe 2, même si la

situation visée

ne relève pas du champ d'application de la directive (voir, par exemple, lignes 83 à 85 concernant le travail saisonnier).

Pour les autres titres de séjour, les directives spécifiques en matière de migration imposent en effet également un permis unique afin de travailler pour une durée supérieure à nonante jours.

La colonne 7 du tableau indique quel titre sera délivré à l'avenir, et la colonne 8 donne une indication de la mention relative au travail qui figurera sur le titre.

Les coûts liés à la fabrication des cartes qui contiennent la mention selon laquelle quelqu'un peut travailler et qui contient en même temps une autorisation de séjour sont un coût unique. La répartition de ce coût sera décidé lors d'un accord de coopération d'exécution.

2.2. Transposition d'autres directives européennes relatives à la migration économique

Au même titre que la directive 2011/98/UE, d'autres directives font partie des mesures prises par l'Union européenne visant à faciliter l'immigration des ressortissants de pays tiers à des fins économiques sur son territoire.

La transposition de ces directives doit également être effectuée par le biais d'un accord de coopération ayant pour objet la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et d'octroi de permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers.

Dans la mesure où elles établissent les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'occuper un emploi pendant un séjour de plus de nonante jours, il a été décidé soumettre ces ressortissants de pays tiers aux règles prévues par le présent accord ou par l'accord d'exécution qui serait pris en vertu de celui-ci, et ce que les directives concernées instaurent ou non une procédure de demande unique.

Le but est de simplifier, de faciliter et d'harmoniser la procédure d'admission des travailleurs étrangers.

Tel est notamment le cas des directives

- 2009/50/CE du Conseil du 25 mai 2009 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi hautement qualifié
- 2014/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 février 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'un emploi en tant que travailleur saisonnier
- 2014/66/UE du Parlement européen et du Conseil du 15 mai 2014 établissant les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers dans le cadre d'un transfert temporaire intragroupe.
- 2016/801/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair

Partant de ce principe, il a été convenu que la procédure de demande unique telle que déterminée dans l'accord de coopération s'appliquera aux ressortissants de pays tiers visés par de telles directives et de faire application de l'article 92bis §F' alinéa 3 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

Si l'exécution de ces directives le nécessite ou le permet, des règles de procédure complémentaires pourront être prévues à cette fin par un accord d'exécution dont l'effectivité ne requiert pas d'acte législatif d'assentiment.

Commentaire des articles

Article 1^{er}.

Cet article n'appelle pas de commentaire. Il est renvoyé au commentaire articles par articles de l'accord de coopération annexé au présent projet.

Article 2.

Cet article n'appelle pas de commentaire.

Samenwerkingsakkoord tussen de Federale Staat, het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels-Hoofdstedelijk Gewest en de Duitstalige Gemeenschap met betrekking tot de coördinatie tussen het beleid inzake de toelatingen tot arbeid en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling en het verblijf van buitenlandse arbeidskrachten	Accord de coopération entre l'Etat fédéral, la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale et la Communauté germanophone portant sur la coordination des politiques d'octroi d'autorisations de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi et au séjour des travailleurs étrangers
Gelet op de artikelen 39 en 139 van de Grondwet;	Vu les articles 39 et 139 de la Constitution ;
Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, artikel 6, §1, IX, 3° en 4°, en artikel 92bis, §§ 1 en 3, c (hierna "Bijzondere wet");	Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 6, §1 ^{er} , IX, 3° et 4°, et l'article 92bis, §§ 1 ^{er} et 3, c (ci-après « Loi spéciale ») ;
Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, de artikelen 4 en 42;	Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, les articles 4 et 42 ;
Gelet op de bijzondere wet van 31 december 1983 tot hervorming der instellingen voor de Duitstalige Gemeenschap, artikel 55bis;	Vu la loi spéciale du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone, l'article 55bis ;
Gelet op de wet van 23 januari 1989 op het rechtscollege bedoeld bij artikel 92bis, § 5 en § 6, en 94, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;	Vu la loi du 23 janvier 1989 sur la juridiction visée aux articles 92bis, § 5 et § 6, et 94, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
Gelet op de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen (hierna « wet van 15 december 1980 »);	Vu la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après « Loi du 15 décembre 1980 ») ;
Gelet op de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;	Vu la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers ;
Gelet op de wet van 6 juni 2010 tot invoering van het Sociaal Strafwetboek;	Vu la loi du 6 juin 2010 introduisant le Code pénal social ;
Gelet op het decreet van de Waalse Gewestraad van 6 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen;	Vu le décret du Conseil régional wallon du 6 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ;
Gelet op het decreet van de Duitstalige Gewestraad van 10 mei 1999 betreffende de uitoefening door de Duitstalige Gemeenschap van de bevoegdheden van het Waalse Gewest inzake tewerkstelling en opgravingen;	Vu le décret du Conseil de la Communauté germanophone du 10 mai 1999 relatif à l'exercice, par la Communauté germanophone, des compétences de la Région wallonne en matière d'emploi et de fouilles ;
Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen;	Vu l'arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ;
Gelet op het koninklijk besluit van 9 juni 1999 houdende de uitvoering van de wet van 30 april 1999 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers;	Vu l'arrêté royal du 9 juin 1999 portant exécution de la loi du 30 avril 1999 relative à l'occupation des travailleurs étrangers ;
Gelet op het akkoord van 25 november 2015 in het Overlegcomité betreffende de verdeling van de bevoegdheden tussen de Federale Staat en	Vu l'accord du 25 novembre 2015 en Comité de concertation relatif à la répartition des compétences entre l'Etat fédéral et les Régions

de Gewesten als gevolg van de zesde staatshervorming en de omzetting van richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven (hierna Richtlijn « 2011/98/EU »);	suite à la sixième réforme de l'Etat et la transposition de la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre (ci-après Directive « 2011/98/UE »);
Gelet op het feit dat richtlijn 2011/98/EU voor de lidstaten verplichtingen voorziet die onder de respectieve bevoegdheden van de Federale Staat en de Gewesten, wat de werknemers die onderdanen van derde landen zijn betreft, vallen;	Considérant que la directive 2011/98/UE prévoit des obligations à charge des Etats membres qui relèvent des compétences respectives de l'Etat fédéral et des Régions en ce qui concerne les travailleurs ressortissants de pays tiers;
Overwegende dat de Federale Staat en de Gewesten, krachtens artikel 92bis § 3, c, van de bijzondere wet tot hervorming der instellingen, een samenwerkingsakkoord sluiten voor de coördinatie van het beleid inzake de arbeidsvergunningen en het beleid inzake de verblijfsvergunningen en inzake de normen betreffende de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten;	Considérant qu'en vertu de l'article 92bis §3, c, de la loi spéciale, l'Etat fédéral et les Régions sont tenus de conclure un accord de coopération pour la coordination des politiques d'octroi du permis de travail et d'octroi du permis de séjour, ainsi que les normes relatives à l'emploi de travailleurs étrangers;
Overwegende dat de Gewesten, als gevolg van de zesde staatshervorming, bevoegd zijn geworden om regels op te stellen voor de tewerkstelling van buitenlandse werknemers; dat de Gewesten bijgevolg bevoegd zijn om de sancties die van toepassing zijn in geval van inbreuken op deze normen te bepalen.	Considérant que les Régions, à la suite de la sixième réforme de l'Etat, sont devenues compétentes pour légiférer en matière d'occupation des travailleurs étrangers; que les Régions sont dès lors compétentes pour établir les sanctions applicables en cas d'infractions à ces normes.
Overwegende dat het toezicht op de naleving van deze normen behoort tot de bevoegdheid van de Gewesten.	Considérant que la surveillance du respect de ces normes relève de la compétence des Régions.
Overwegende dat de vaststelling van de inbreuken op deze normen eveneens kan gebeuren door de daartoe gemachtigde federale inspecteurs;	Considérant que la constatation des infractions à ces normes peut être effectuée par les inspecteurs fédéraux, habilités à cet effet;
Overwegende dat de Duitstalige Gemeenschap op het Duitse taalgebied de bevoegdheden van het Waals Gewest inzake tewerkstelling uitoefent;	Considérant que la Communauté germanophone exerce sur le territoire de la Région de langue allemande, les compétences de la Région wallonne dans la matière de l'emploi;
Overwegende dat de Federale Staat, naast de normen inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, bevoegd blijft om de normen inzake de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers die om andere doeleinden dan werk op het Belgische grondgebied verblijven op	Considérant que l'Etat fédéral, outre les normes relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, demeure compétent pour établir les normes relatives à l'emploi des travailleurs étrangers qui séjournent sur le territoire belge pour d'autres fins que le travail ainsi que pour constater et

te stellen, alsook om de inbreuken op deze normen vast te stellen en te sanctioneren. De vaststelling van de inbreuken kan eveneens gebeuren door de daartoe gemachtigde regionale inspecteurs;	sanctionner les infractions à ces normes. La constatation des infractions peuvent également se faire par les inspecteurs régionaux, habilités à cet effet.
Overwegende dat de Federale Staat aldus bevoegd is voor de toelatingen om te werken voor onder meer : 1° de onderdanen van een lidstaat van de Europese Economische Ruimte en van de Zwitserse Bondstaat, evenals hun familieleden; 2° de verzoekers en de begunstigen van de internationale beschermingsstatus; 3° de onderdanen van derde landen die tot een verblijf van onbepaalde duur zijn toegelaten of gemachtigd; 4° de onderdanen van derde landen die van het recht op gezinshereniging genieten; 5° de onderdanen van derde landen die tot een verblijf zijn gemachtigd of toegelaten om als hoofdactiviteit een studieopleiding te volgen die leidt tot het behalen van een titel van het hoger onderwijs;	Considérant que l'Etat fédéral est donc compétent pour les autorisations de travail concernant notamment : 1° les ressortissants d'un Etat membre de l'Espace économique européen et de la Confédération Suisse ainsi que les membres de leur famille ; 2° les demandeurs et les bénéficiaires de la protection internationale; 3° les ressortissants de pays tiers autorisés ou admis au séjour pour une durée illimitée; 4° les ressortissants de pays tiers qui bénéficient du droit au regroupement familial ; 5° les ressortissants de pays tiers autorisés ou admis au séjour pour suivre, à titre d'activité principale, un cycle d'études menant à l'obtention d'un titre d'enseignement supérieur ;
Overwegende dat, wat de onderdanen van derde landen die voor andere doeleinden dan werk op het Belgische grondgebied verblijven betreft, artikel 7 van de richtlijn 2011/98/EU voorziet dat de verblijfstitels afgegeven overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen (hierna « Verordening (EG) nr. 1030/2002 ») indicaties dienen te bevatten inzake de toelating tot arbeid ; dat deze bepalingen tot doel hebben dat derde landers voor wie werk niet het doel van het verblijf is een verblijfstitel ontvangen die vermeldt of zij al dan niet zijn toegelaten arbeid te verrichten en dewelke, desgevallend, bijkomende informatie bevat over de voorwaarden waaronder zij zijn toegelaten te werken;	Considérant que, en ce qui concerne les ressortissants de pays tiers qui séjournent sur le territoire belge à d'autres fins que le travail, l'article 7 de la directive 2011/98/UE prévoit que, les titres de séjour délivrés conformément au Règlement (CE) n°1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers (ci-après « Règlement (CE) n°1030/2002 ») doivent contenir des indications concernant l'autorisation de travailler ; que cette disposition a pour but que les ressortissants de pays tiers dont la finalité du séjour n'est pas de travailler reçoivent un titre de séjour indiquant s'ils sont autorisés ou non à travailler et pouvant contenir des informations supplémentaires sur les conditions auxquelles ils sont autorisés à travailler ;
Gelet op het feit dat de artikelen 4 tot 6 van de richtlijn 2011/98/EU, wat de onderdanen van derde landen die op het Belgische grondgebied willen verblijven om er te werken betreft, de lidstaten ertoe verplichten om één enkele aanvraagprocedure en één gecombineerde vergunning in te voeren, om de toelatingsprocedures te vereenvoudigen en het gemakkelijker te maken om hun statuut te	Considérant que, concernant les ressortissants de pays tiers qui souhaitent séjourner sur le territoire belge afin d'y travailler, les articles 4 à 6 de la directive 2011/98/UE, obligent les Etats membres à mettre en place une procédure de demande unique et la création d'un permis unique dans le but de simplifier les procédures d'admission et de faciliter le contrôle de leur statut ;

controleren ;	
Overwegende dat de invoering van de gecombineerde vergunning en de gecombineerde procedure een nauwe samenwerking en uitwisseling van informatie vereist tussen de verschillende overheden die bevoegd zijn voor het verblijf en de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers;	Considérant que l'introduction du permis unique et de la procédure unique nécessite une étroite collaboration et l'échange d'informations entre les différentes autorités qui sont compétentes pour le séjour et l'emploi des travailleurs étrangers;
Overwegende dat dit akkoord het mogelijk zal maken om de normen waaraan de partijen onderworpen zijn en de nadere procedureregels voor de afgifte van de vereiste verblijfsvergunning en toelating tot arbeid vast te leggen, volgens één enkele procedure en in overeenstemming met de bevoegdheidsverdelende regels;	Considérant que cet accord permettra de déterminer les normes auxquelles sont soumises les parties et les modalités procédurales pour la délivrance des permis de séjour et d'autorisation de travail requis, selon une procédure unique et conformément aux règles de répartition des compétences ;
Overwegende dat verschillende Europese richtlijnen die op het vlak van migratie goedgekeurd werden bijzondere regels bevatten ten gunste van de onderdanen van derde landen die in de Lidstaten van de Europese Unie wensen te verblijven om er te werken;	Considérant que plusieurs directives européennes adoptées dans le domaine de la migration établissent des règles particulières en faveur des ressortissants de pays tiers qui souhaitent séjourner dans les Etats membres de l'Union européenne afin d'y travailler ;
Overwegende dat de toepassing van de richtlijnen met betrekking tot de economische migratie deels onder de bevoegdheid van de Federale Staat en deels onder de bevoegdheid van de Gewesten valt ; dat bijgevolg het respecteren van deze richtlijnen een nauwe samenwerking vereist tussen de Federale Staat en de gefedereerde entiteiten;	Considérant que la mise en œuvre des directives relatives à la migration économique relève en partie de la compétence de l'Etat fédéral et en partie de celle des Régions ; que par conséquent le respect des obligations imposées par ces directives nécessite une étroite collaboration entre l'Etat fédéral et les entités fédérées ;
Overwegende dat de afstemming tussen de door de verschillende overheden uitgevoerde controles bijdraagt tot de strijd tegen het misbruik op het gebied van migratie en illegale tewerkstelling, en bijgevolg de economische gezondheid van het land ten goede komt;	Considérant que l'harmonisation entre les contrôles effectués par les différentes autorités contribue à la lutte contre l'abus en matière de migration illégale et de travail illégal, et par conséquent qu'elle profite à la santé économique du pays ;
Overwegende dat het, met het oog op de vereenvoudiging van de uitvoering van deze opdrachten, gepast is dat de partijen bij dit akkoord hun acties coördineren en het ten dien einde eens worden over de bijzondere modaliteiten van samenwerking;	Considérant que, afin de faciliter l'exercice de ces missions, il est opportun que les parties à cet accord coordonnent leurs actions et conviennent à cette fin de modalités particulières de coopération ;
TUSSEN :	ENTRE :
De Federale Staat, vertegenwoordigd door de Federale Regering, in de persoon van de Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, van de Vice-eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regie der gebouwen, en van de Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast	L'Etat Fédéral représenté par le Gouvernement fédéral, en la personne du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, du Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments et du Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification

met Administratieve Vereenvoudiging ;	administrative ;
Het Vlaams Gewest, vertegenwoordigd door de Vlaamse Regering, in de persoon van de Minister-President van de Vlaamse Regering en van de Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport ;	La Région flamande, représentée par le Gouvernement flamand, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement flamand et du Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport ;
Het Waals Gewest, vertegenwoordigd door de Waalse Regering, in de persoon van de Minister-President van de Waalse Regering en van de Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering, Werk en Vorming;	La Région wallonne, représentée par le Gouvernement wallon, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement wallon et du Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation;
Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, vertegenwoordigd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, in de persoon van de Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en van de Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp;	La Région de Bruxelles-Capitale, représentée par le Gouvernement de Bruxelles-Capitale, en la personne du Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale et du Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente ;
De Duitstalige Gemeenschap, vertegenwoordigd door de Regering van de Duitstalige Gemeenschap, in de persoon van de Minister-president van de Duitstalige Gemeenschap en de Viceminister-President Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme.	La Communauté germanophone, représentée par le Gouvernement de la Communauté germanophone, en la personne du Ministre-Président de la Communauté germanophone et de la Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme.
IS HET VOLGENDE OVEREENGEKOMEN :	EST CONVENU CE QUI SUIT :
HOOFDSTUK I. Algemene bepalingen	CHAPITRE I. Dispositions générales
<p>Artikel 1.§1. Dit samenwerkingsakkoord betreft een gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2011/98/EU van het Europees Parlement en de Raad van 13 december 2011 betreffende één enkele aanvraagprocedure voor een gecombineerde vergunning voor onderdanen van derde landen om te verblijven en te werken op het grondgebied van een lidstaat, alsmede inzake een gemeenschappelijk pakket rechten voor werknemers uit derde landen die legaal in een lidstaat verblijven gedeeltelijk om.</p> <p>Onverminderd de andere bevoegdheden die hun door dit akkoord worden toegekend, kunnen de partijen, met een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals voorzien in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet, de nadere regels omschrijven die zijn vereist voor</p>	<p>Article 1^{er}.§1. Cet accord de coopération transpose partiellement la directive 2011/98/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 établissant une procédure de demande unique en vue de la délivrance d'un permis unique autorisant les ressortissants de pays tiers à résider et à travailler sur le territoire d'un Etat membre et établissant un socle commun de droits pour les travailleurs issus de pays tiers qui résident légalement dans un Etat membre.</p> <p>Sans préjudice des autres pouvoirs qui leur sont attribués par cet accord, les parties peuvent, par un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis §1er alinéa 3 de la loi spéciale, définir les modalités nécessaires à la mise en œuvre de cet accord.</p>

het uitvoeren van dit akkoord.	
<p>§2. Dit samenwerkingsakkoord is van toepassing op de richtlijnen die zijn uitgevaardigd op grond van artikel 79, § 2, onder a) en b) van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, wanneer ze de voorwaarden voor toegang en verblijf van de onderdanen van derde landen met het oog op een tewerkstelling gedurende meer dan negentig dagen bepalen en wanneer ze de invoering van één enkele procedure op het Belgisch niveau noodzakelijk maken.</p> <p>De partijen kunnen, met een uitvoerend samenwerkingsakkoord zoals bepaald in artikel 92bis, § 1, derde lid, van de bijzondere wet, de bijzondere modaliteiten voor de uitvoering van dit akkoord die van toepassing zijn op deze richtlijnen bepalen.</p>	<p>§2. Cet accord de coopération est applicable aux directives prises sur base de l'article 79 § 2, a) et b) du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne lorsqu'elles établissent les conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers aux fins d'occuper un emploi pendant un séjour de plus de nonante jours et qu'elles nécessitent, au niveau belge, la mise en place d'une procédure unique.</p> <p>Les parties peuvent, par un accord de coopération d'exécution tel que prévu à l'article 92bis §1^{er} alinéa 3 de la loi spéciale, définir les modalités particulières de la mise en œuvre de cet accord applicables à ces directives.</p>
Art. 2. De partijen oefenen hun respectieve bevoegdheden uit met inachtneming van dit akkoord.	Art. 2. Les parties exercent leurs compétences respectives dans le respect de cet accord.
Art. 3. In de zin van dit akkoord wordt verstaan onder :	Art. 3. Au sens de cet accord, on entend par :
1° "Dienst Vreemdelingenzaken" : de bestuursoverheid die bij de FOD Binnenlandse Zaken bevoegd is voor de toepassing van de regels inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ;	1° « Office des Etrangers » : au sein du SPF Intérieur, l'autorité administrative compétente pour l'application des règles relatives à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ;
2° "Gewestelijke overheid" : de door het Gewest aangedulde bestuursoverheid die bevoegd is voor de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers;	2° « autorité régionale » : l'autorité administrative désignée par la Région et qui est compétente en matière d'occupation des travailleurs étrangers ;
3° "Gewest" : het Waals Gewest, het Vlaams Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of de Duitstalige Gemeenschap dat of die bevoegd is voor de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers;	3° « Région » : la Région wallonne, la Région flamande, la Région de Bruxelles-Capitale ou la Communauté germanophone compétente en matière d'occupation des travailleurs étrangers ;
4° "FOD Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg" (hierna FOD WASO) : federale overheidsdienst die bevoegd is voor de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers op basis van hun specifieke verblijfsituatie;	4° « SPF Emploi, Travail et Concertation sociale (ci - après SPF ETCS) » : autorité fédérale compétente en matière d'occupation des travailleurs étrangers en situation particulière de séjour ;
5° "de Minister" : de Minister die bevoegd is voor de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ;	5° « le Ministre » : le Ministre qui a l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers dans ses attributions ;
6° "gecombineerde aanvraagprocedure" : elke procedure , op basis van een gecombineerde aanvraag die door een onderdaan van een derde land of zijn werkgever wordt ingediend om	6° « procédure de demande unique » : toute procédure conduisant, sur le fondement d'une demande unique introduite par un ressortissant d'un pays tiers ou par son employeur, en vue

te worden gemachtigd om op het Belgische grondgebied te verblijven en er te werken, en dewelke tot een beslissing in verband met deze aanvraag leidt;	d'être autorisé à séjourner sur le territoire belge afin d'y travailler, à une décision statuant sur cette demande ;
7° "onderdaan van een derde land": een persoon die noch een burger is van de Unie in de zin van artikel 20, paragraaf 1, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie, noch een persoon die onder het Unierecht inzake vrij verkeer valt, zoals gedefinieerd in artikel 2, punt 6, van de Verordening (EU) 2016/399 van het Europees Parlement en de Raad van 9 maart 2016 betreffende een Uniecode voor de overschrijding van de grenzen door personen (Schengengrenscore) is;	7° « ressortissant d'un pays tiers » : une personne qui n'est ni un citoyen de l'Union au sens de l'article 20, paragraphe 1, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, ni une personne jouissant du droit à la libre circulation au titre du droit de l'Union telle que définie à l'article 2, point 6, du Règlement (UE) 2016/399 du Parlement européen et du Conseil du 9 mars 2016 concernant un code de l'Union relatif au régime de franchissement des frontières par les personnes (Code frontières Schengen) ;
8° "toelating tot arbeid" : machtiging die de onderdaan van een derde land toelaat om op het Belgische grondgebied te werken, overeenkomstig de wetgeving inzake de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers ;	8° « autorisation de travail » : autorisation qui permet au ressortissant d'un pays tiers de travailler sur le territoire belge conformément à la législation relative à l'occupation des travailleurs étrangers ;
9° "machtiging tot verblijf" : beslissing die de onderdaan van een derde land machtigt om voor een duur van meer dan negentig dagen in het op het Belgische grondgebied te verblijven om er te werken, overeenkomstig de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen ;	9° « autorisation de séjour » : décision qui autorise le ressortissant d'un pays tiers à séjourner pour une durée de plus de nonante jours sur le territoire belge afin d'y travailler conformément à la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers ;
10° "gecombineerde vergunning" : verblijfskaart die een vermelding bevat met betrekking tot de toegang tot de arbeidsmarkt en dewelke een onderdaan van een derde land in staat stelt om wettelijk op het Belgische grondgebied te verblijven, om er te werken;	10° « permis unique » : titre de séjour, comportant une mention relative à l'accès au marché du travail, qui permet à un ressortissant d'un pays tiers de séjourner légalement sur le territoire belge pour y travailler ;
11° "vestigingseenheid of uitbatingadres of exploitatiezetel" : het uitbatingadres of de exploitatiezetel, overeenkomstig artikel 2.6° van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;	11° « unité d'établissement ou adresse d'exploitation ou siège d'exploitation » : adresse d'exploitation ou siège d'exploitation, conformément à l'article 2, 6° de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions-;
12° "maatschappelijke zetel": het hoofdkantoor van een bedrijf, de formele vestigingsplaats van een rechtspersoon;	12° « siège social » : le siège central d'une entreprise ; le lieu d'établissement formel d'une personne juridique ;
13° : "federale inspectiedienst": de door de federale overheid gemachtigde ambtenaren voor het vaststellen van inbreuken zoals bedoeld in artikel 6, §1, IX, 3° en 4° van de bijzondere wet;	13° « service d'inspection fédéral » : les agents habilités par l'autorité fédérale à constater les infractions visées à l'article 6, § 1 ^{er} , IX, 3° et 4° de la loi spéciale ;
14° : "gewestelijke inspectiedienst": de door de gewesten gemachtigde ambtenaren voor het vaststellen van inbreuken zoals bedoeld in artikel 6, §1, IX, 3° en 4° van de bijzondere wet.;	14° « service d'inspection régionale » : les agents habilités par les Régions à constater les infractions visées à l'article 6, § 1 ^{er} , IX, 3° et 4° de la loi spéciale.

HOOFDSTUK II. Toepassingsgebied	CHAPITRE II. Champ d'application
Afdeling 1. Algemene bepalingen	Section 1. Dispositions générales
<p>Art. 4. Dit akkoord regelt de samenwerking tussen de partijen met het oog op de coördinatie en de harmonisatie van de procedures aangaande machtigingen tot verblijf en toelatingen tot arbeid, en bij de uitoefening van de bevoegdheden inzake tewerkstelling van buitenlandse werknemers.</p> <p>Dit akkoord respecteert de specifieke kenmerken van elke bevoegde overheid en de doelstellingen die door elk van deze overheden dienen te worden nagestreefd.</p>	<p>Art. 4. Cet accord règle la coopération entre les parties en vue de la coordination et de l'harmonisation des procédures relatives aux autorisations de séjour et aux autorisations de travail ainsi que dans le cadre de l'exercice des compétences relatives à l'occupation de travailleurs étrangers.</p> <p>Cet accord respecte les particularités de chaque autorité compétente et les objectifs que doit poursuivre chacune d'entre elles.</p>
Art. 5. De samenwerking bedoeld in artikel 4 heeft tot doel :	Art. 5. La coopération visée à l'article 4 a pour objet :
1° de coördinatie van de verdeling van de bevoegdheden inzake de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten tussen de federale overheid en de gewestelijke overheden, wat betreft nummering, toepassing der normen, controle, toezicht en sanctiëring, overeenkomstig de bepalingen van artikel 6, §1, IX, 3° en 4° van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;	1° la coordination de la répartition des compétences en matière d'emploi des travailleurs étrangers entre l'Etat fédéral et les autorités régionales, concernant l'établissement des normes, l'application des normes, le contrôle, la surveillance et les sanctions, conformément aux dispositions de l'article 6, § 1 ^{er} , IX, 3° et 4° de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
2° de territoriale verdeling van de bevoegdheden inzake de tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten tussen de gewestelijke overheden op grond van het territoriaal aanknopingspunt;	2° la répartition territoriale des compétences en matière d'emploi des travailleurs étrangers entre les autorités régionales sur la base du point de rattachement territorial ;
3° de vastlegging van het principe van wederzijdse erkenning, opdat de Gewesten hun bevoegdheden inzake tewerkstelling van buitenlandse arbeidskrachten uitoefenen met inachtneming van de Belgische economische unie overeenkomstig artikel 6, §1, VI, derde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;	3° la détermination du principe de reconnaissance mutuelle, de sorte que les Régions exercent leurs compétences en matière d'emploi des travailleurs étrangers dans le respect de l'Union économique belge, conformément à l'article 6, § 1 ^{er} , VI, alinéa 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles ;
4° de invoering en de coördinatie van één enkele gemeenschappelijke aanvraagprocedure voor onderdanen van derde landen die op het grondgebied wensen te verblijven om er te werken, overeenkomstig richtlijn 2011/98/EU;	4° l'instauration et la coordination d'une procédure de demande unique et commune pour les ressortissants de pays tiers qui souhaitent séjourner sur le territoire en vue d'y travailler, conformément à la directive 2011/98/UE.
Art. 6. Dit akkoord regelt eveneens de transversale maatregelen die uit deze samenwerking voortvloeien:	Art. 6. Cet accord règle également les mesures transversales consécutives à cette coopération :
1° de verdeling van de kosten;	1° la répartition des coûts ;

2° de coherentie tussen wetgevende en reglementaire normen van de verschillende regeringen;	2° la cohérence des normes législatives et réglementaires des différents gouvernements ;
3° de regeling van de geschillen die voortvloeien uit de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord ;	3° le règlement des litiges issus de l'interprétation ou de l'exécution de cet accord ;
4° de inwerkingtreding en de duur van dit akkoord.	4° l'entrée en vigueur et la durée du présent accord.
Afdeling 2. Vaststellen van de bevoegde gewestelijke overheid	Section 2. Détermination de l'autorité régionale compétente
Art. 7. De gewestelijke overheid die bevoegd is om elke aanraag voor toelating tot arbeid te ontvangen en te behandelen wordt als volgt vastgesteld:	Art. 7. La détermination de l'autorité régionale compétente pour réceptionner et traiter toute demande d'autorisation de travail s'établit comme suit :
<p>1°</p> <ul style="list-style-type: none"> - wanneer de werkgever of de gebruiker van een dienstverrichting één of meerdere vestigingseenheden bezit die in één of verschillende gewesten gesitueerd zijn, is de bevoegde gewestelijke overheid de overheid die overeenkomt met de vestigingseenheid waar de activiteiten van de buitenlandse werknemer geconcentreerd zijn; - wanneer de hoofdzakelijke plaats van tewerkstelling niet kan worden bepaald, is de bevoegde gewestelijke overheid de overheid die overeenkomt met de maatschappelijke zetel van de onderneming; - wanneer de werkgever of de gebruiker van een dienstverrichting geen enkele maatschappelijke zetel en geen enkele vestigingseenheid in België bezit, is de bevoegde gewestelijke overheid de overheid van het gewest waar de onderdaan van het derde land zijn activiteiten zal uitoefenen. 	<p>1°</p> <ul style="list-style-type: none"> - lorsque l'employeur ou l'entreprise bénéficiaire d'une prestation de service possède une ou plusieurs unités d'établissement situées dans une région ou dans des régions différentes, l'autorité régionale compétente est celle correspondant à l'unité d'établissement où les activités du travailleur étranger se concentrent ; - lorsque le lieu principal de travail ne peut être déterminé, l'autorité régionale compétente est celle correspondant au siège social de l'entreprise ; - lorsque l'employeur ou l'entreprise bénéficiaire d'une prestation de service ne possède aucun siège social et aucune unité d'établissement en Belgique, l'autorité régionale compétente est celle où le ressortissant d'un pays tiers exercera ses activités.
2° wanneer de aanvraag betrekking heeft op een toelating tot arbeid voor onbepaalde duur of een vrijstelling voor onbepaalde duur is de bevoegde gewestelijke overheid de overheid die overeenkomt met de officiële woonplaats van de werknemer.	2° lorsque la demande concerne une autorisation de travail à durée illimitée ou une dispense à durée illimitée, l'autorité régionale compétente est celle correspondant au domicile officiel du travailleur.
Art. 8. Wanneer de gewestelijke overheid waarbij de aanvraag wordt ingediend, niet de bevoegde overheid is overeenkomstig artikel 7	Art. 8. Lorsque l'autorité régionale saisie de la demande n'est pas compétente conformément à l'article 7, elle la transmet à l'autorité

niet bevoegd is, geeft deze de aanvraag binnen een termijn van vier werkdagen na ontvangst door aan de bevoegde overheid en brengt ze de verzoeker hiervan op de hoogte.	compétente dans un délai de quatre jours ouvrables suivant la réception de celle-ci et en informe le requérant.
In bijzondere gevallen kan de in het eerste lid bepaalde termijn bij uitvoerend samenwerkingsakkoord aangepast worden	Le délai prévu à l'alinéa 1 ^{er} peut être adapté, dans des cas particuliers, par accord de coopération d'exécution.
Afdeling 3. Toezicht, controle en sanctiëring	Section 3 : Surveillance, contrôle et sanctions
Art. 9. Elke bevoegde overheid bepaalt het wettelijk kader waarbinnen de uitoefening van de controle en het toezicht en de bijbehorende sancties geregeld worden.	Art. 9. Chaque autorité compétente fixe le cadre légal régissant l'exercice du contrôle, de la surveillance et des sanctions y afférentes.
Art. 10. De vaststelling van inbreuken betreffende de tewerkstelling van buitenlandse werknemers is een gedeelde bevoegdheid van de federale overheid en de gewestelijke overheden. Elke bevoegde overheid wijst haar ambtenaren aan die belast zijn met deze controles.	Art. 10. La constatation des infractions relatives à l'emploi des travailleurs étrangers est une compétence partagée entre l'Etat fédéral et les autorités régionales. Chaque autorité compétente désigne ses agents qui sont chargés de mener ces contrôles.
Art. 11. De federale inspectiedienst kan, naast inbreuken op de federale regelgeving, in toepassing van artikel 10 inbreuken vaststellen op de regionale regelgeving. Elke gewestelijke inspectiedienst kan, naast inbreuken op de eigen regionale regelgeving binnen haar eigen grondgebied, in toepassing van artikel 10 inbreuken vaststellen op de federale regelgeving.	Art. 11. Outre les infractions à la réglementation fédérale, le service d'inspection fédéral peut constater les infractions à la réglementation régionale en application de l'article 10. Outre les infractions à la réglementation régionale au sein de son propre territoire, chaque service d'inspection régional peut constater les infractions à la réglementation fédérale en application de l'article 10.
Art. 12. De betrokken inspectiedienst stuurt een exemplaar van het proces-verbaal dat de inbreuk op de gewestelijke reglementering vaststelt naar de bevoegde gewestelijke cel Administratieve geldboeten. De betrokken inspectiedienst stuurt een exemplaar van het proces-verbaal dat de inbreuk op de federale reglementering vaststelt naar de Directie Administratieve boeten van de FOD WASO.	Art. 12. Le service d'inspection concerné transmet un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction à la réglementation régionale à la cellule régionale Amendes administratives compétente. Le service d'inspection concerné transmet un exemplaire du procès-verbal constatant l'infraction à la réglementation fédérale à la Direction des Amendes administratives du SPF ETCS.
Art. 13. Ingeval één proces-verbaal verschillende inbreuken bevat waarvoor verschillende cellen administratieve geldboeten bevoegd zijn, wordt een exemplaar van het proces-verbaal naar de bevoegde cellen	Art. 13. Si un seul procès-verbal reprend différentes infractions impliquant différentes cellules Amendes administratives compétentes, un exemplaire du procès-verbal est envoyé aux cellules Amendes administratives et/ou aux

administratieve geldboeten en/of de bevoegde directies administratieve geldboeten gestuurd.	directions des Amendes administratives compétentes.
HOOFDSTUK III. Wederzijdse erkenning	CHAPITRE III. Reconnaissance mutuelle
Art. 14. De onderdanen van derde landen die beschikken over een geldige toelating tot arbeid die toegekend werd door een gewestelijke overheid voor de tewerkstelling in een bepaalde functie bij een bepaalde werkgever, of zij die vrijgesteld zijn van de verplichting om een dergelijke toelating tot arbeid te verkrijgen, kunnen in opdracht van dezelfde werkgever op het hele Belgische grondgebied werken, op voorwaarde dat alle voorwaarden betreffende de toelating tot arbeid of de vrijstelling hiervan, zoals vastgesteld door de eerste gewestelijke overheid, zijn vervuld.	Art. 14. Les ressortissants de pays tiers en possession d'une autorisation de travail en cours de validité octroyée par une autorité régionale pour un emploi dans une fonction déterminée par un employeur déterminé, ou dispensés de l'obligation d'obtenir une telle autorisation de travail peuvent travailler pour le même employeur sur tout le territoire belge, à condition que toutes les conditions fixées par la première autorité régionale relatives à l'autorisation de travail ou la dispense soient remplies.
De werknemer die een toelating tot arbeid voor onbepaalde duur in één Gewest verkrijgt, of die vrijgesteld is voor onbepaalde duur in één Gewest, kan op basis van diezelfde vergunning of vrijstelling op het hele Belgische grondgebied werken.	Le travailleur qui se voit octroyer une autorisation de travail à durée illimitée ou une dispense pour une durée illimitée au sein d'une Région, peut travailler sur l'ensemble du territoire belge, sur la base de cette autorisation.
Indien dwingende redenen van algemeen belang dit rechtvaardigen, kunnen de partijen bij uitvoerend samenwerkingsakkoord, de categorieën buitenlandse werknemers die onder het toepassingsgebied van het tweede lid vallen, beperken.	Si des raisons impérieuses d'intérêt général le justifient, les parties peuvent limiter les catégories de travailleurs étrangers qui tombent dans le champ d'application du deuxième alinéa par accord de coopération d'exécution.
HOOFDSTUK IV. Gecombineerde aanvraagprocedure met het oog op het verkrijgen van een gecombineerde vergunning of een andere verblijfstitel om voor een periode van meer dan negentig dagen te werken.	CHAPITRE IV. Procédure de demande unique en vue de l'obtention d'un permis unique ou d'un autre titre de séjour afin de venir travailler pour une période de plus de 90 jours.
Afdeling 1. Toepassingsgebied	Section 1. Champ d'application
Art. 15. Onverminderd gunstigere bepalingen is dit hoofdstuk van toepassing op elke aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk voor een periode van meer dan 90 dagen.	Art. 15. Sans préjudice de dispositions plus favorables, le présent chapitre s'applique à toute demande d'autorisation de séjour à des fins de travail pour une période de plus de 90 jours.
De partijen kunnen bij uitvoerend samenwerkingsakkoord, de categorieën buitenlandse werknemers die onder het toepassingsgebied van dit hoofdstuk vallen, beperken.	Les parties peuvent limiter les catégories de travailleurs étrangers qui tombent dans le champ d'application de ce chapitre par accord de coopération d'exécution.
Art. 16. Onverminderd andersluidende	Art. 16. Sauf dispositions réglementaires

reglementaire bepalingen inzake de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers, zijn voor de toepassing van dit hoofdstuk, voor wat betreft de aangelegenheden waarvoor de Gewesten bevoegd zijn, de arbeidskaarten, die toelating geven tot arbeid voor meer dan negentig dagen in de zin van artikel 5 van de wet van 30 april 1999, vervat in de gecombineerde vergunning of in een andere verblijfstitel met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen.	contraires relatives à l'occupation de travailleurs étrangers, pour l'application du présent chapitre, en ce qui concerne les matières pour lesquelles les Régions sont compétentes, les permis de travail donnant accès à un emploi de plus de nonante jours au sens de l'article 5 de la loi du 30 avril 1999, sont contenus dans le permis unique ou un autre permis de séjour en vue d'un emploi d'une période de plus de nonante jours.
Onverminderd andersluidende reglementaire bepalingen inzake de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers, zijn voor de toepassing van dit hoofdstuk, voor wat betreft de aangelegenheden waarvoor de Gewesten bevoegd zijn, de vrijstellingen van de verplichting om een arbeidskaart te verkrijgen, die toelating geven tot arbeid voor een periode van meer dan negentig dagen in de zin van artikel 7 van de wet van 30 april 1999, vervat in de gecombineerde vergunning of in een andere verblijfstitel met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen.	Sauf dispositions réglementaires contraires relatives à l'occupation de travailleurs étrangers, pour l'application du présent chapitre, en ce qui concerne les matières pour lesquelles les Régions sont compétentes, les dispenses de l'obligation d'obtenir un permis de travail donnant accès à un emploi de plus de nonante jours au sens de l'article 7 la loi du 30 avril 1999, sont contenues dans le permis unique ou un autre permis de séjour en vue d'un emploi d'une période de plus de nonante jours.
Onverminderd andersluidende reglementaire bepalingen inzake de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers, wordt voor de toepassing van dit hoofdstuk voor wat betreft de aangelegenheden waarvoor de Gewesten bevoegd zijn, de gecombineerde vergunning of een andere verblijfstitel met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen gelijkgesteld met de arbeidsvergunning, vermeld in artikel 4, §1, eerste lid, van de wet van 30 april 1999, die de werkgever machtigt de buitenlandse werknemer tewerk te stellen.	Sauf dispositions réglementaires contraires relatives à l'occupation de travailleurs étrangers, pour l'application du présent chapitre, en ce qui concerne les matières pour lesquelles les Régions sont compétentes, le permis unique ou un autre permis de séjour en vue d'accéder à un emploi d'une période de plus de nonante jours sont assimilés à l'autorisation d'occupation visée à l'article 4, § 1er, premier alinéa, de la loi du 30 avril 1999, qui autorise l'employeur à occuper des travailleurs étrangers.
Afdeling 2. Indiening van de aanvraag.	Section 2. Introduction de la demande
Onderafdeling 1. Algemene regels	Sous-section 1^{re}. Règles générales
Art. 17. §1. De aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk voor een periode van meer dan negentig dagen wordt ingediend in de vorm van een aanvraag voor een toelating tot arbeid.	Art. 17. §1 ^{er} . La demande d'autorisation de séjour à des fins de travail pour une période de plus de nonante jours est introduite sous la forme d'une demande d'autorisation de travail.
De aanvraag voor een toelating tot arbeid geldt als aanvraag voor een machtiging tot verblijf.	La demande d'autorisation de travail vaut demande d'autorisation de séjour.
De machtiging tot verblijf is enkel geldig indien een toelating tot arbeid wordt toegekend.	L'autorisation de séjour est valable uniquement si une autorisation de travail est accordée.
De toelating tot arbeid is enkel geldig indien een machtiging tot verblijf wordt toegekend.	L'autorisation de travail est valable uniquement si une autorisation de séjour est accordée.

Art. 18. §1. Onverminderd de bepalingen van de artikelen 22 en 23 wordt de aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk en de aanvraag voor de vernieuwing van deze machtiging door de onderdaan van een derde land ingediend via zijn werkgever bij de territoriaal bevoegde gewestelijke overheid.	Art. 18. §1 ^{er} . Sans préjudice des dispositions des articles 22 et 23, la demande d'autorisation de séjour à des fins de travail et la demande de renouvellement de cette autorisation sont introduites par le ressortissant d'un pays tiers par le biais de son employeur auprès de l'autorité régionale territorialement compétente.
§2. Het Gewest bepaalt, de voorwaarden en de nadere regels voor de indiening van de aanvraag.	§2. La Région détermine les conditions et modalités d'introduction de la demande.
§3. Naast de documenten die zijn voorgeschreven door de wetgevende of reglementaire bepalingen inzake de tewerkstelling van de buitenlandse werknemers, bevat de aanvraag de documenten met betrekking tot het verblijf die voorgeschreven zijn door de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.	§3. Outre les documents prévus par les dispositions législatives ou réglementaires en matière d'occupation des travailleurs étrangers, la demande contient les documents relatifs au séjour prévus par la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.
§4. Op verzoek verstrekken de Dienst Vreemdelingenzaken en de gewestelijke overheden, ieder wat hen betreft, aan de onderdaan van een derde land en zijn werkgever de relevante informatie inzake de documenten die vereist zijn om een volledige aanvraag in te dienen.	§4. L'Office des Etrangers et les autorités régionales, chacun pour ce qui le concerne, fournissent, sur demande, au ressortissant d'un pays tiers et à son employeur les informations adéquates concernant les documents requis pour introduire une demande complète.
Art. 19. §1. De bevoegde gewestelijke overheid neemt een beslissing over de volledigheid en de ontvankelijkheid van de aanvraag.	Art. 19. §1 ^{er} . L'autorité régionale compétente statue sur le caractère complet et recevable de la demande.
§2. Wanneer niet alle documenten die vereist zijn om de aanvraag te staven voorgelegd worden, of indien ze onvolledig zijn, deelt de gewestelijke overheid de aanvrager schriftelijk mee welke aanvullende inlichtingen of documenten hij moet voorleggen, en dit binnen een termijn van vijftien dagen na de betekening van de brief waarin deze documenten gevraagd worden.	§2. Lorsque tous les documents requis à l'appui de la demande ne sont pas produits ou sont incomplets, l'autorité régionale précise par écrit au demandeur les informations ou documents complémentaires qu'il doit produire dans un délai de quinze jours à compter de la notification du courrier réclamant ces documents.
§3. Indien de aanvullende documenten of inlichtingen niet binnen de termijn bedoeld in § 2 geleverd worden, verklaart de gewestelijke overheid de aanvraag onontvankelijk.	§3. Si les documents ou informations complémentaires n'ont pas été fournis dans le délai visé au § 2, l'autorité régionale déclare la demande irrecevable.
In afwijking van het eerste lid, verklaart de gewestelijke overheid de aanvraag onvolledig doch ontvankelijk indien de Minister of zijn gemachtigde aangeeft dat bepaalde documenten voorgeschreven door de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, in de loop van de procedure zullen worden toegevoegd.	Par dérogation à l'alinéa 1 ^{er} , l'autorité régionale déclare la demande incomplète mais recevable si le Ministre ou son délégué indique que certains documents prévus par les dispositions de la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers seront joints durant la procédure.
Art. 20. Ten laatste vijftien dagen na de ontvankelijkheid van de aanvraag stuurt de	Art. 20. Au plus tard dans les quinze jours à compter de la recevabilité de la demande,

gewestelijke overheid een kopie van het dossier naar de Dienst Vreemdelingenzaken.	l'autorité régionale transmet une copie du dossier à l'Office des Etrangers.
In bepaalde gevallen kan de in het eerste lid bepaalde termijn bij uitvoerend samenwerkingsakkoord gewijzigd worden.	Le délai prévu à l'alinéa 1 ^{er} peut être modifié, dans des cas particuliers, par accord de coopération d'exécution.
Art. 21. De aanvraag voor verlenging van de machtiging tot verblijf met het oog op werk wordt ten laatste twee maanden voor het verstrijken van de geldigheidsduur van de vorige machtiging bij de gewestelijke overheid ingediend.	Art. 21. La demande de renouvellement d'autorisation de séjour à des fins de travail est introduite auprès de l'autorité régionale au plus tard deux mois avant l'expiration de la validité de l'autorisation précédente.
Onderafdeling 2. Bijzondere regels	Sous-section 2. Règles particulières
Art. 22. De aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk voor onbepaalde duur wordt door de onderdaan van een derde land ingediend bij de territoriaal bevoegde gewestelijke overheid, overeenkomstig artikel 7, 2 ^o wanneer hij een aanvraag voor een toelating tot arbeid van onbepaalde duur indient.	Art. 22. La demande d'autorisation de séjour à des fins de travail pour une période illimitée est introduite par le ressortissant d'un pays tiers auprès de l'autorité régionale territorialement compétente lorsqu'il introduit une demande d'autorisation de travail illimitée conformément à l'article 7, 2 ^o .
Art. 23. Indien de toelating tot arbeid door de bevoegde gewestelijke overheid voor onbepaalde duur wordt toegekend, dient de onderdaan van een derde land de volgende aanvraag voor vernieuwing van zijn machtiging tot verblijf in bij de burgemeester van de plaats waar hij verblijft, overeenkomstig de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.	Art. 23. Lorsque l'autorisation de travailler est accordée par l'autorité régionale compétente de manière illimitée, le ressortissant d'un pays tiers introduit sa demande de renouvellement d'autorisation de séjour auprès du bourgmestre de la localité où il séjourne conformément à la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.
Afdeling 3 . Behandeling van de aanvraag	Section 3 . – Examen de la demande
Art. 24. §1. De Federale staat en de Gewesten bepalen de nadere regels voor het behandelen van de aanvragen.	Art. 24. §1 ^{er} . L'Etat fédéral et les Régions déterminent les modalités d'examen des demandes, chacun les concernant.
§2. De Dienst Vreemdelingenzaken en de gewestelijke overheden behandelen de aanvragen gezamenlijk en respecteren daarbij hun respectieve bevoegdheden.	§2. L'Office des Etrangers et les autorités régionales traitent les demandes de manière conjointe et se conforment dans ce cadre à leurs compétences respectives.
Art. 25. §1. Onverminderd gunstigere bepalingen in de Europese richtlijnen bedoeld in artikel 1, § 2, wordt de beslissing met betrekking tot de aanvraag voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk ten laatste binnen de vier maanden na de kennisgeving van het feit dat de aanvraag volledig is genomen.	Art. 25. §1 ^{er} . Sans préjudice de dispositions plus favorables contenues dans des directives européennes telles que visées à l'article 1 ^{er} § 2, la décision relative à la demande d'autorisation de séjour à des fins de travail est prise au plus tard dans les quatre mois suivant la notification du caractère complet de la demande.

§2. Tijdens het onderzoek van de aanvraag kan aan de onderdaan van een derde land of aan de werkgever worden gevraagd om dat binnen een termijn van 15 dagen aanvullende inlichtingen of documenten voor te leggen.	§2. Lors de l'examen de la demande, il peut être exigé du ressortissant d'un pays tiers ou de l'employeur de produire dans un délai de 15 jours des informations ou documents complémentaires.
Indien de aanvullende inlichtingen of documenten niet binnen de voorgeschreven termijn werden voorgelegd, wordt de aanvraag geweigerd.	Si les informations ou les documents complémentaires n'ont pas été produits dans le délai prévu, la demande est refusée.
§3. In uitzonderlijke omstandigheden, die verbonden zijn met de complexiteit van de aanvraag, kan de termijn bedoeld in paragraaf 1 verlengd worden.	§3. Le délai visé au paragraphe 1 ^{er} peut être prorogé dans des circonstances exceptionnelles liées à la complexité de la demande.
Wanneer de Minister of zijn gemachtigde deze termijn verlengt, brengt hij de onderdaan van een derde land en de bevoegde gewestelijke overheid daarvan op de hoogte.	Lorsque le Ministre ou son délégué proroge ce délai, il en informe le ressortissant d'un pays tiers et l'autorité régionale compétente.
Wanneer de gewestelijke overheid deze termijn verlengt, brengt ze de aanvrager en de Minister of zijn gemachtigde daarvan op de hoogte.	Lorsque l'autorité régionale proroge ce délai, elle en informe le demandeur et le Ministre ou son délégué.
§4. Indien er na het verstrijken van de termijn bedoeld in paragraaf 1, die eventueel verlengd werd overeenkomstig paragraaf 3, geen enkele beslissing werd genomen, worden de machtigingen tot verblijf en de toelatingen tot arbeid beschouwd te zijn toegekend.	§4. Si aucune décision n'a été prise après l'expiration du délai visé au paragraphe 1 ^{er} , qui a éventuellement fait l'objet d'une prorogation conformément au paragraphe 3, les autorisations de séjour et de travail sont réputées octroyées.
Art. 26. Indien de bevoegde gewestelijke overheid binnen de in artikel 20 bepaalde termijn beslist om een toelating tot arbeid toe te kennen, stuurt ze onmiddellijk haar beslissing en een kopie van het volledig dossier naar de Minister of zijn gemachtigde.	Art. 26. Si, dans le délai prévu à l'article 20, l'autorité régionale compétente prend une décision d'autorisation de travail, elle transmet immédiatement sa décision et une copie du dossier complet au Ministre ou son délégué.
Wanneer de Minister of zijn gemachtigde beslist om een machtiging tot verblijf toe te kennen, betekent hij de twee positieve beslissingen in overeenstemming met artikel 33 aan de onderdaan van een derde land.	Lorsque le Ministre ou son délégué prend une décision d'autorisation de séjour, il notifie les deux décisions positives au ressortissant d'un pays tiers conformément à l'article 33.
Wanneer de Minister of zijn gemachtigde een beslissing tot weigering van een machtiging tot verblijf neemt, betekent hij zijn beslissing aan de onderdaan van een derde land en brengt hij de bevoegde gewestelijke overheid en de werkgever daarvan op de hoogte.	Lorsque le Ministre ou son délégué prend une décision de refus d'autorisation de séjour, il notifie sa décision au ressortissant d'un pays tiers et informe l'autorité régionale compétente et l'employeur.
Art. 27. Indien de gewestelijke overheid binnen de in artikel 20 bepaalde termijn een beslissing tot weigering van toelating tot arbeid neemt, betekent ze haar beslissing aan de aanvrager, en brengt ze de Minister of zijn gemachtigde daarvan op de hoogte.	Art. 27. Si, dans le délai prévu à l'article 20, l'autorité régionale prend une décision de refus d'autorisation de travail, elle notifie sa décision au demandeur et en informe le Ministre ou son délégué.

Art. 28. Indien de bevoegde gewestelijke overheid na de in artikel 20 bepaalde termijn beslist om een toelating tot arbeid toe te kennen, stuurt ze haar beslissing naar de Minister of zijn gemachtigde.	Art. 28. Si, après le délai prévu à l'article 20, l'autorité régionale compétente prend une décision d'autorisation de travail, elle transmet sa décision au Ministre ou à son délégué.
Wanneer de Minister of zijn gemachtigde beslist om een machtiging tot verblijf toe te kennen, betekent hij de twee positieve beslissingen in overeenstemming met artikel 33 aan de onderdaan van een derde land.	Lorsque le Ministre ou son délégué prend une décision d'autorisation de séjour, il notifie les deux décisions positives au ressortissant d'un pays tiers conformément à l'article 33.
Wanneer de Minister of zijn gemachtigde een beslissing tot weigering van een machtiging tot verblijf neemt, betekent hij zijn beslissing aan de onderdaan van een derde land, en brengt hij de werkgever daarvan op de hoogte.	Lorsque le Ministre ou son délégué prend une décision de refus d'autorisation de séjour, il notifie sa décision au ressortissant d'un pays tiers et informe l'employeur.
Art. 29. Indien de Minister of zijn gemachtigde na de in artikel 20 bepaalde termijn beslist om een machtiging tot verblijf toe te kennen stuurt hij zijn beslissing naar de bevoegde gewestelijke overheid.	Art. 29. Si, après le délai prévu à l'article 20, le Ministre ou son délégué prend une décision d'autorisation de séjour, il transmet sa décision à l'autorité régionale compétente.
Wanneer de gewestelijke overheid beslist om een toelating tot arbeid toe te kennen stuurt ze haar beslissing naar de Minister of zijn gemachtigde. De Minister of zijn gemachtigde geeft kennis van deze beslissingen overeenkomstig artikel 33.	Lorsque l'autorité régionale prend une décision d'autorisation de travail, elle transmet sa décision au Ministre ou à son délégué. Le Ministre ou son délégué notifie ces décisions conformément à l'article 33.
Wanneer de gewestelijke overheid een beslissing tot weigering van een toelating tot arbeid neemt, betekent ze haar beslissing aan de aanvrager, en brengt ze Minister of zijn gemachtigde daarvan op de hoogte.	Lorsque l'autorité régionale prend une décision de refus d'autorisation de travail, elle notifie sa décision au demandeur et en informe le Ministre ou son délégué.
Art. 30. Indien de gewestelijke overheid na de in artikel 20 bepaalde termijn een beslissing tot weigering van een toelating tot arbeid neemt, brengt ze de Minister of zijn gemachtigde daarvan op de hoogte vooraleer ze de beslissing aan de aanvrager betekent.	Art. 30. Si, après le délai prévu à l'article 20, l'autorité régionale prend une décision de refus d'autorisation de travail, elle informe le Ministre ou son délégué préalablement à la notification de la décision au demandeur.
Art. 31. Indien de Minister of zijn gemachtigde na de in artikel 20 bepaalde termijn een beslissing neemt tot weigering van een machtiging tot verblijf, brengt hij de bevoegde gewestelijke overheid daarvan op de hoogte vooraleer hij de beslissing aan de onderdaan van een derde land betekent en brengt hij de werkgever daarvan op de hoogte brengt.	Art. 31. Si, après le délai prévu à l'article 20, le Ministre ou son délégué prend une décision de refus d'autorisation de séjour, il informe l'autorité régionale compétente préalablement à la notification de la décision au ressortissant d'un pays tiers et en informe l'employeur.
Art. 32. De beslissingen die betrekking hebben op de aanvragen voor een machtiging tot verblijf met het oog op werk worden gemotiveerd en schriftelijk meegedeeld aan de aanvrager.	Art. 32. Les décisions portant sur les demandes d'autorisation de séjour à des fins de travail sont motivées et communiquées par écrit au demandeur.
De schriftelijke betekening vermeldt de mogelijke rechtsmiddelen in geval van weigering	La notification écrite indique les voies de recours possibles en cas de refus d'autorisation

van toelating tot arbeid of machtiging tot verblijf.	de travail ou d'autorisation de séjour.
Art. 33. De beslissingen waarmee de gecombineerde vergunning wordt toegekend nemen de vorm aan van een gecombineerde administratieve akte die tegelijkertijd het verblijf en het werk toestaat.	Art. 33. Les décisions accordant le permis unique prennent la forme d'un acte administratif unique autorisant à la fois le séjour et le travail.
De Minister of zijn gemachtigde betekent deze akte aan de derdelander en de werkgever.	Le Ministre ou son délégué notifie cet acte au ressortissant d'un pays tiers et à l'employeur.
Afdeling 4. Afgifte van de gecombineerde vergunning	Section 4. Délivrance du permis unique
Art. 34. Wanneer de onderdaan van een derde land gemachtigd wordt om op het Belgische grondgebied te verblijven en te werken, brengt de Dienst Vreemdelingenzaken de diplomatieke posten en/of de gemeenten op de hoogte van de positieve beslissingen.	Art. 34. Lorsque le ressortissant d'un pays tiers est autorisé à séjourner et à travailler sur le territoire belge, l'Office des Etrangers porte à la connaissance des postes diplomatiques et/ou des communes les décisions positives.
Indien de onderdaan van een derde land zich op de datum van de beslissing tot machtiging tot verblijf en arbeid in het buitenland bevindt, wordt op zijn verzoek een visum aan hem afgeleverd.	Lorsque le ressortissant d'un pays tiers autorisé au séjour et au travail se trouve à l'étranger à la date de la décision d'autorisation de séjour et de travail, un visa lui est délivré, à sa demande.
De tot verblijf met het oog op werk gemachtigde onderdaan van een derde land wordt in het vreemdelingenregister ingeschreven. Een gecombineerde vergunning conform aan verordening (EG) nr. 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels voor onderdanen van derde landen wordt aan hem afgegeven.	Le ressortissant d'un pays tiers autorisé au séjour et au travail est inscrit au registre des étrangers. Un permis unique conforme au règlement (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de titre de séjour pour les ressortissants de pays tiers, lui est délivré.
De tot verblijf met het oog op werk gemachtigde onderdaan van een derde land kan beginnen te werken, zodra hij in het bezit is van het voorlopige verblijfsdocument dat wordt afgeleverd in afwachting van de afgifte van de gecombineerde vergunning, of in afwachting van de verlenging van de gecombineerde vergunning.	Le ressortissant d'un pays tiers autorisé à séjourner sur le territoire en vue d'y travailler peut commencer à travailler dès qu'il est en possession du document de séjour provisoire qui est délivré en attente de la délivrance du permis unique, ou en attente de la prolongation de celui-ci.
Art. 35. In overleg met alle partijen vermeldt de Dienst Vreemdelingenzaken op de verblijfstitel conform aan Verordening (EG) 1030/2002 die afgegeven wordt aan de onderdanen van derde landen die toegelaten of gemachtigd zijn tot verblijf de beperkingen van de arbeidsmarkt die vastgelegd zijn door de federale of gewestelijke wetgeving. Deze vermelding ziet er als volgt uit : 1° ofwel « Arbeidsmarkt » : beperkt 2° ofwel « Arbeidsmarkt » : onbeperkt 3° ofwel « Arbeidsmarkt » : nee	Art. 35. En concertation avec l'ensemble des parties, l'Office des Etrangers mentionne sur le titre de séjour conforme au Règlement (CE) 1030/2002 délivré aux ressortissants de pays tiers admis ou autorisés au séjour les limites à l'accès au marché du travail fixées par la législation fédérale ou régionale. Cette mention se présente comme suit : 1° soit, « Marché du travail » : limité 2° soit, « Marché du travail » : illimité 3° soit « Marché du travail » : non

Afdeling 5. Beëindiging van de toelating tot arbeid of de machtiging tot verblijf.	Section 5. Fin de l'autorisation de travail ou de l'autorisation de séjour
<p>Art. 36. § 1. Wanneer de gewestelijke overheid overeenkomstig de reglementering inzake de tewerkstelling van onderdanen van derde landen een einde maakt aan de toelating tot arbeid van de onderdaan van een derde land, stuurt ze haar beslissing naar de Minister of zijn gemachtigde.</p> <p>De Minister of zijn gemachtigde betekent de beslissing aan de onderdaan van een derde land en aan de werkgever.</p> <p>§ 2. Indien de onderdaan van een derde land niet meer toegelaten is tot arbeid, eindigt zijn verblijf negentig dagen na het einde van de toelating tot arbeid van rechtswege, en dit onverminderd de bevoegdheid van de Minister, of zijn gemachtigde, om overeenkomstig de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen een einde te maken aan het verblijf.</p> <p>Indien er gedurende deze periode geen einde wordt gemaakt aan het verblijf wordt de onderdaan van een derde land in het bezit gesteld van een voorlopig verblijfsdocument</p> <p>Indien een aanvraag tot vernieuwing wordt ingediend, verlengt de Minister of zijn gemachtigde op verzoek van de bevoegde gewestelijke overheid, in uitzonderlijke omstandigheden die verbonden zijn met het onderzoek van de redenen die betrekking hebben op het werk, de geldigheid van dit verblijfsdocument.</p> <p>§ 3. . Wanneer de Minister of zijn gemachtigde een einde maakt aan het verblijf van de onderdaan van een derde land, brengt hij de bevoegde gewestelijke overheid daarvan op de hoogte en betekent hij zijn beslissing aan de onderdaan van een derde land.</p> <p>De toelating tot arbeid vervalt van rechtswege bij een beslissing van beëindiging van het verblijf.</p>	<p>Art. 36. § 1^{er}. Lorsque l'autorité régionale met fin à l'autorisation de travail du ressortissant d'un pays tiers conformément à la réglementation en matière d'occupation de ressortissants de pays tiers, elle transmet sa décision au Ministre ou à son délégué.</p> <p>Le Ministre ou son délégué notifie la décision au ressortissant d'un pays tiers et à l'employeur.</p> <p>§ 2. Lorsque le ressortissant d'un pays tiers n'est plus autorisé à travailler, son séjour prend fin de plein droit nonante jours après la fin de l'autorisation de travailler, sans préjudice de la faculté du Ministre ou de son délégué, de mettre fin au séjour conformément à la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.</p> <p>S'il n'est pas mis fin au séjour durant cette période, le ressortissant de pays tiers est mis en possession d'un document de séjour provisoire.</p> <p>En cas de demande de renouvellement, le Ministre ou son délégué proroge, sur demande de l'autorité régionale compétente, la validité de ce document de séjour dans des circonstances exceptionnelles liées à l'examen des motifs relatifs au travail.</p> <p>§ 3. Lorsque le Ministre ou son délégué met fin au séjour du ressortissant d'un pays tiers, il en informe l'autorité régionale compétente et notifie sa décision au ressortissant d'un pays tiers.</p> <p>L'autorisation de travail expire de plein droit lors d'une décision de fin de séjour.</p>
Afdeling 6. Rechtsmiddelen	Section 6 – Votes de recours
<p>Art. 37. De aanvrager kan een beroep indienen tegen de beslissing van de gewestelijke overheid inzake :</p> <p>1° de ontvankelijkheid van de aanvraag,</p>	<p>Art. 37. Le demandeur peut introduire un recours, contre une décision des autorités régionales en matière de :</p> <p>1° recevabilité de la demande, conformément à</p>

overeenkomstig artikel 14 van de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973;	l'article 14 des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat du 12 janvier 1973 ;
2° de weigering van de gecombineerde vergunning om reden van weigering van de toelating tot arbeid, overeenkomstig de bepalingen van de regionale wetgeving;	2° refus du permis unique pour des raisons de refus) de l'autorisation de travail conformément aux dispositions de la législation régionale ;
3° de weigering van de vernieuwing van de gecombineerde vergunning om redenen van weigering van de vernieuwing van de toelating tot arbeid, overeenkomstig de bepalingen van de regionale wetgeving.	3° refus du renouvellement du permis unique pour des raisons de refus de renouvellement de l'autorisation de travail conformément aux dispositions de la législation régionale ;
4° de intrekking van de toelating tot arbeid overeenkomstig de bepalingen van de regionale wetgeving.	4° retrait d'autorisation de travail conformément aux dispositions de la législation régionale ;
De gewestelijke overheid brengt de Minister of zijn gemachtigde op de hoogte wanneer een beroep wordt ingediend.	L'autorité régionale informe le Ministre ou son délégué de l'introduction de tout recours.
Indien de bestreden beslissing hervormd wordt, stuurt de gewestelijke overheid de nieuwe beslissing onmiddellijk naar de Minister of zijn gemachtigde, opdat deze beslist over het verblijf overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.	Si la décision entreprise est réformée, l'autorité régionale transmet immédiatement la nouvelle décision au Ministre ou son délégué afin qu'il statue sur le séjour conformément aux dispositions applicables de la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.
Indien de beslissing nietig wordt verklaard door de Raad van State en de beslissing van de gewestelijke overheid positief is, stuurt ze de beslissing onmiddellijk naar de Minister of zijn gemachtigde, opdat deze beslist over het verblijf overeenkomstig de toepasselijke bepalingen van de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen.	Si la décision est annulée par le Conseil d'Etat et que la décision de l'autorité régionale est positive, elle la transmet immédiatement au Ministre ou à son délégué afin qu'il statue sur le séjour conformément aux dispositions applicables de la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers.
Art. 38. De onderdaan van een derde land kan een beroep indienen, overeenkomstig de wetgeving inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, tegen de beslissingen van de Minister of zijn gemachtigde inzake:	Art. 38. Le ressortissant d'un pays tiers peut introduire un recours, conformément à la législation relative à l'accès au territoire, au séjour, à l'établissement et à l'éloignement des étrangers, contre les décisions du Ministre ou son délégué en matière de :
1° de weigering van de gecombineerde vergunning om reden van weigering van het verblijf;	1° refus du permis unique pour des raisons de refus de séjour ;
2° de weigering van de vernieuwing van de gecombineerde vergunning om redenen van weigering van de vernieuwing van de machtiging tot verblijf ;	2° refus de renouvellement du permis unique pour des raisons de refus de renouvellement de l'autorisation de séjour ;
3° de intrekking van de gecombineerde vergunning.	3° retrait du permis unique.

De Minister of zijn gemachtigde brengt de bevoegde gewestelijke overheid op de hoogte wanneer een beroep wordt ingediend.	Le Ministre ou son délégué informe l'autorité régionale compétente de l'introduction de tout recours.
Indien er na een nietigverklaring van de beslissing door de Raad voor Vreemdelingenbetwistingen of na het arrest dat door de Raad van State uitgevaardigd werd een positieve beslissing wordt genomen brengt de Minister of zijn gemachtigde de bevoegde gewestelijke overheid daarvan op de hoogte en betekent hij de twee positieve beslissingen overeenkomstig artikel 33 aan de onderdaan van een derde land.	En cas de décision positive suite à une annulation de la décision par le Conseil du Contentieux des Etrangers ou suite à l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat, le Ministre ou son délégué en informe l'autorité régionale compétente et notifie au ressortissant d'un pays tiers les deux décisions positives conformément à l'article 33.
HOOFDSTUK V. Transversale bepalingen.	CHAPITRE V. Dispositions transversales
Afdeling 1. Circulatie en overdracht van de dossiers tussen de diensten	Section 1^{re}. Circulation et transfert des dossiers entre les administrations
Art. 39. In afwachting van de creatie van het elektronisch platform overeenkomstig artikel 40, maakt de gewestelijke overheid het volledige dossier evenals en de door haar genomen beslissingen bij gewone brief, per drager, per fax of via elektronische weg aan de Minister of zijn gemachtigde.	Art. 39. Dans l'attente de la création de la plateforme électronique visée à l'article 40, l'autorité régionale transmet le dossier complet et les décisions qu'elle prend par pli ordinaire, par porteur, par télécopie ou par courrier électronique au Ministre ou son délégué.
De gewestelijke overheid wordt bij gewone brief, per fax of via elektronische weg op de hoogte gebracht van de door de Minister of zijn gemachtigde genomen beslissing.	L'autorité régionale est informée de la décision prise par le Ministre ou son délégué par pli ordinaire, par télécopie ou par courrier électronique.
Bij elke uitwisseling van inlichtingen of documenten wordt de wet van 8 december 1992 tot bescherming van de persoonlijke levenssfeer ten opzichte van de verwerking van persoonsgegevens gerespecteerd.	Tout échange d'informations ou de documents se fait dans le respect de la loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.
Afdeling 2. Elektronisch platform	Section 2. Plate-forme électronique
Art. 40. De partijen verbinden zich ertoe om een gemeenschappelijk elektronisch platform te creëren dat het mogelijk maakt om gegevens en documenten op elektronische wijze te verzamelen en uit te wisselen tussen de diensten die bevoegd zijn voor de behandeling van de aanvragen voor een gecombineerde vergunning.	Art. 40. Les parties s'engagent à créer une plateforme électronique commune permettant la collecte et l'échange électronique de données et de documents entre administrations compétentes pour le traitement des demandes de permis unique.
De partijen preciseren bij uitvoerend samenwerkingsakkoord de nadere regels voor het gebruik van dit platform.	Les parties précisent, les modalités d'utilisation de cette plateforme par accord de coopération d'exécution.
Afdeling 3. Verdeling van de kosten	Section 3. Répartition des coûts
Art. 41. De partijen zullen, elk binnen hun bevoegdheid, de nodige maatregelen nemen en middelen vrijmaken om de taken die hen zijn	Art. 41. Les parties dégageront, chacune dans le cadre de leurs compétences, les mesures et les moyens nécessaires à l'exécution des

toegewezen uit te voeren.	tâches qui leur ont été confiées.
Met behulp van een uitvoerend samenwerkingsakkoord preciseren de partijen de sleutel voor de verdeling van de éénmalige kost met betrekking tot het aanmaken van de titels die gelijktijdig de verblijfsvergunning en de arbeidsvergunning zijn.	Les parties précisent, par voie d'accord de coopération d'exécution, la clé de répartition d'un coût unique relatif à la fabrication des titres constituant à la fois le permis de séjour et le permis de travail.
Afdeling 4. – Coherentie van de wetgevende en reglementaire normen van de verschillende regeringen – Voorafgaande formaliteiten die tijdens latere wijzigingen van de geldende normen noodzakelijk zijn	Section 4 – Cohérence des normes législatives et réglementaires des différents gouvernements – Formalités préalables nécessaires lors de modifications ultérieures des normes en vigueur
Art. 42. De Ministers, de Leden van de gewestregeringen of van de Duitstalige Gemeenschap, brengen elke partij van dit akkoord, ieder wat hen betreft, op de hoogte, van alle voorontwerpen van wet, van decreet of ordonnantie of van alle ontwerpen van reglementaire besluit, wanneer deze ontwerpen binnen het toepassingsgebied van dit samenwerkingsakkoord vallen en/of een impact hebben op de toepassing van dit akkoord.	Art. 42. Les Ministres, les Membres des gouvernements régionaux ou de la Communauté germanophone, chacun pour ce qui le concerne, informent chaque partie à cet accord, de tous avant-projets de loi, de décret, d'ordonnance ou de projets d'arrêtés réglementaires lorsque ces projets entrent dans le champ d'application de cet accord de coopération et/ou ont un impact sur sa mise en œuvre.
Art. 43. De partijen verbinden zich ertoe om een werkgroep op te richten waarin de bestuursoverheden die bevoegd zijn voor het verblijf en de tewerkstelling van buitenlandse werknemers vertegenwoordigd zijn. Rekening houdend met de bevoegdheden van de verschillende federale, gewestelijke en communautaire overheden houdt de werkgroep zich bezig met de praktische modaliteiten die betrekking hebben op de algemene coördinatie van de wettelijke en reglementaire bepalingen die in het kader van dit akkoord genomen worden. De werkgroep onderzoekt elke vraag met betrekking tot de toepassing van dit akkoord. De werkgroep komt regelmatig en op verzoek van een of meerdere van zijn Leden samen.	Art. 43. Les parties s'engagent à mettre en place un groupe de travail dans lequel sont représentées les autorités administratives compétentes en matière de séjour et d'occupation de travailleurs étrangers. Compte tenu des compétences des diverses autorités fédérales, régionales et communautaires, le groupe de travail assure les modalités pratiques relatives à la coordination générale des dispositions légales et réglementaires prises dans le cadre du présent accord et examine toute question concernant son application. Le groupe de travail se réunit à intervalles réguliers et à la demande d'un ou plusieurs de ses Membres.
Afdeling 5. – Regeling van de geschillen die het gevolg zijn van de interpretatie of de uitvoering van dit akkoord.	Section 5. – Règlement des litiges issus de l'interprétation ou de l'exécution de présent accord.
Art. 44. De geschillen tussen de partijen bij dit akkoord met betrekking tot de interpretatie of de uitvoering van dit samenwerkingsakkoord worden voorgelegd aan een samenwerkingsgerecht, in de zin van artikel	Art. 44. Les litiges entre les parties à cet accord concernant l'interprétation et l'exécution de cet accord de coopération sont soumis à une juridiction de coopération au sens de l'article 92bis, § 5, de la loi spéciale.

92bis, § 5, van de bijzondere wet.	
HOOFDSTUK VI. Slotbepalingen	CHAPITRE VI. Dispositions finales
Art. 45. Het akkoord wordt afgesloten voor onbepaalde duur en treedt in werking op de dag van publicatie in het Belgisch Staatsblad van de laatste goedkeurende akte uitgaande van de partijen	Art. 45. L'accord est conclu pour une durée indéterminée et entre en vigueur le jour de la publication au Moniteur belge du dernier des actes d'assentiment des parties.
Brussel, op xx/xx/2017 in xx exemplaren,	Bruxelles, le xx/xx/2017 en xx exemplaires,
Voor de Federale Staat :	Pour l'Etat fédéral :
De Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel, K. PEETERS	Le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, K. PEETERS
De Vice-eersteminister en Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, belast met de Regle der Gebouwen J. JAMBON	Le Vice-Premier Ministre et Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, chargé de la Régie des bâtiments J. JAMBON
De Staatssecretaris voor Asiel en Migratie, belast met Administratieve Vereenvoudiging, toegevoegd aan de Minister van Veiligheid en Binnenlandse Zaken, T. FRANCKEN	Le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration, chargé de la Simplification administrative, adjoint au Ministre de la Sécurité et de l'Intérieur, T. FRANCKEN
Voor het Vlaamse Gewest :	Pour la Région flamande :
De Minister-President van de Vlaamse Regering, G. BOURGEOIS	Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, G. BOURGEOIS
De Minister van Werk, Economie, Innovatie en Sport, Ph. MUYTERS	Le Ministre de l'Emploi, de l'Economie, de l'Innovation et du Sport, Ph. MUYTERS
Voor het Waalse Gewest :	Pour la Région wallonne :
De Minister-President van de Waalse Regering, W. BORSUS	Le Ministre-Président du Gouvernement wallon, W. BORSUS
De Viceminister-President en Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitalisering, Werk en Vorming P-Y. JEHOLET	Le Vice-Président et Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation, du Numérique, de l'Emploi et de la Formation P-Y. JEHOLET

Voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :	Pour la Région de Bruxelles-Capitale :
De Minister-President van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, R. VERVOORT	Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, R. VERVOORT
De Minister belast met Tewerkstelling, Economie, Brandbestrijding en Dringende medische hulp, D. GOSUIN	Le Ministre chargé de l'Emploi, de l'Economie et de la Lutte contre l'Incendie et l'Aide médicale urgente, D. GOSUIN
Voor de Duitstalige Gemeenschap :	Pour la Communauté germanophone :
De Minister-President van de Duitstalige Gemeenschap O. PAASCH	Le Ministre-Président de la Communauté germanophone O. PAASCH
De Viceminister-President, Minister van Cultuur, Werkgelegenheid en Toerisme I. WEYKMANS	La Vice-Ministre-Présidente, Ministre de la Culture, de l'Emploi et du Tourisme I. WEYKMANS

OK
Jan JFR.